

« On nous appelle les oubliés de l'Éducation nationale » : 70 manifestants à Rouen, jeudi 8 avril

2-3 minutes

Mis en ligne le 8/04/2021 à 16:11

Une manifestation s'est déroulée devant le Rectorat de Rouen, jeudi 8 avril 2021 pour dénoncer les conditions de travail des Accompagnants des élèves en situation de handicap.





Environ 70 manifestants étaient réunis ce jeudi 8 avril au matin devant le rectorat de Rouen. (Photo PN)

Environ soixante-dix personnes se sont rassemblées jeudi 8 avril 2021 devant le rectorat de l'académie de Normandie, à Rouen, afin de protester contre les conditions de travail des Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Dans le cadre d'un mouvement national de protestation, ces accompagnants dont la mission consiste à favoriser l'autonomie des enfants en situation de handicap ont cherché à faire entendre leur voix dans le but de dénoncer la précarité de leur situation et de réclamer de meilleures conditions de travail.

Manque de reconnaissance

« On revendique une reconnaissance, un réel statut, car on n'en a pas du tout. On s'appelle et on nous appelle les oubliés de l'Éducation nationale », explique Séverine Bettinelli, accompagnante d'élèves en situation de handicap. Au manque de reconnaissance de leur profession, s'ajoute une revendication liée à la mise en place des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) déployés depuis 2019 par le ministère de l'Éducation nationale. Ces pôles censés

favoriser l'inclusion des élèves en situation de handicap, semblent ne pas avoir eu l'effet escompté et ont provoqué la colère des agents. « Nous sommes épuisés moralement par la précarité et physiquement par la mise en place des PIAL, qui font que les AESH deviennent mutualisés à foison et que l'accompagnement n'est plus du tout de qualité », souligne Lysiane Claire, AESH et militante CGT. L'abandon de ce nouveau dispositif, accusé de dégrader la prise en charge des élèves en diminuant leur temps d'accompagnement, était la principale revendication de la manifestation. Une délégation de manifestants devait être reçue à 11 heures, mais cette rencontre n'a finalement pas eu lieu. « C'est le mépris total, jusqu'au bout ! », estime Séverine Bettinelli.

Charlotte Potel